



Caractéristiques géographiques

Langue officielle : portugais

Superficie : 36 130 km²

Population : 2,0 millions d'habitants

Densité : 54,5 habitants/km²

Taux de croissance démographique : 2,4 %

Part de la population urbaine : 44,2 %

Économie

Notation de la dette souveraine : ND

Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2020 : 175^e/189

Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA, 2020) : 2,45

Taux de change effectif réel (moyenne 2016-2020, base 100 en 2010) : 94 (95,4 pour l'UEMOA)

Classification Banque mondiale : pays à faible revenu

Risque de surendettement : Élevé

PIB par habitant (2020) : 728 dollars

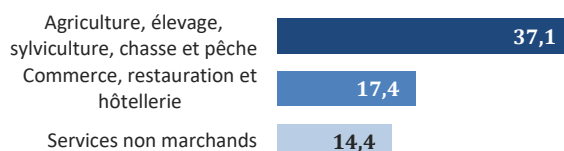
Taux de croissance (2020) : -1,4 %

Inflation (2020) : 1,5 %

PIB (2020) : 894 milliards de francs CFA

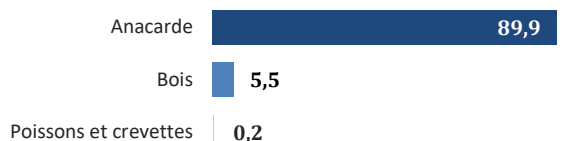
Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2016-2020)



Principaux biens d'exportation

(en % du total des exportations, moyenne 2016-2020)



Développement humain et infrastructures



58,3 ans

Espérance de vie



67,1 %

Population sous le seuil de pauvreté



59,0 %

Accès à l'eau potable



7,9 %

Mortalité infantile



50,7

Inégalité de revenus (coefficient de Gini)



31,0 %

Accès à l'électricité



28,1 %

Malnutrition infantile



45,6 %

Alphabétisation des adultes



97,2

Nombre de souscriptions à la téléphonie mobile pour 100 habitants



104/191

Indicateur de vulnérabilité environnementale (PVCCI)



nd

Population âgée de 15 ans et plus disposant d'un compte en banque



65,9 %

Taux de participation des femmes au marché du travail

Sources et métadonnées.

AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

Cette monographie a été réalisée par le [service Afrique et Développement](#) de la Banque de France. Elle fait partie d'une collection couvrant les différents pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

Ces monographies complètent le [Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France](#), qui se concentre sur la situation économique des pays membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l'Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2020 et susceptibles de révisions ; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).

Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page [Sources et métadonnées](#).

Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.



Faits saillants

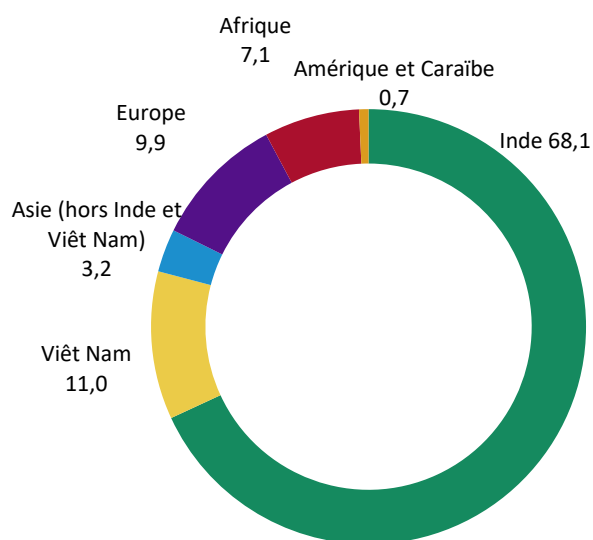
- Dans le sillage de la crise de la Covid-19, l'activité économique a diminué de 1,4 % en 2020, après une croissance de 4,5 % en 2019. La croissance économique rebondirait à 3,3 % en 2021, en lien avec la reprise économique mondiale. La progression des prix serait limitée, atteignant 1,5 % en 2021 en moyenne annuelle.
- Le déficit budgétaire s'est fort dégradé en 2020, sous l'effet de la crise de la Covid-19. Le déficit global base engagements (dons compris) s'est établi à 9,1 % du PIB, contre 3,6 % en 2019. La dette publique, quant à elle, atteint 81,8 % du PIB, tandis que le déficit des transactions courantes s'est maintenu à près de 8 % du PIB. Toutefois, le pays a bénéficié d'importants soutiens financiers internationaux d'urgence en 2020-2021 et le déficit budgétaire devrait revenir autour de 5 % en 2021.
- Après plusieurs mois de contestation à la suite de l'élection présidentielle du 29 décembre 2019, Umaro Sissoco Embaló a été officiellement reconnu président par la Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) le 22 avril 2020 pour un mandat de cinq ans. Les conditions de sécurité demeurent toutefois précaires, à la suite d'une tentative de coup d'État survenue début février 2022.
- La reprise des projets d'investissement, en particulier ceux menés dans le cadre du programme 2015-2025 (« Terra Ranka »), apparaît souhaitable dans la perspective de l'atteinte des objectifs de développement durable à l'horizon 2030. Ils portent sur le capital humain, l'amélioration des capacités institutionnelles et des infrastructures énergétiques et de transport.

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

L'économie de la Guinée-Bissau est peu diversifiée et repose surtout sur l'exploitation d'un nombre limité de ressources agricoles. Le secteur agricole (37 % du PIB en moyenne sur 2016-2020) est dominé surtout par la culture de l'anacarde (noix de cajou) qui représente près de 70 % de l'emploi et plus de 90 % des exportations, mais aussi par les activités de pêche et d'élevage. Les deux autres principales cultures du pays sont le riz (198 milliers de tonnes en 2020-2021) et les arachides (134,0 milliers de tonnes). Le secteur secondaire ne représente que 14 % du PIB. Le secteur tertiaire (50 % du PIB) est, quant à lui, surtout soutenu par le commerce et l'hôtellerie/restauration. Les échanges informels constituent une part importante de l'activité économique (environ 43 % du PIB)¹, ce qui limite la capacité de l'État à mobiliser les ressources fiscales. Les recettes fiscales se situent ainsi autour de 8,8 % du PIB en moyenne sur 2017-2020, soit un niveau inférieur à l'objectif communautaire de 20 % de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA).

Destinations des exportations de la Guinée-Bissau (2015-2019)

(en %, moyenne sur 5 ans)



Sources : BACI (CEPII) et calculs Banque de France.

¹ Cf. <https://www.worldbank.org/en/research/brief/informal-economy-data-base>

Le pays dispose toutefois de nombreuses opportunités de diversification, du fait de l'importance de ses ressources halieutiques et minières, du potentiel du secteur extractif (bauxite et phosphate) et du tourisme.

L'intégration régionale du pays est faible, les exportations étant surtout tournées vers les pays émergents.

Les exportations d'anacarde, surtout sous forme non transformée, ont constitué plus de 90 % des exportations de biens entre 2015 et 2019. L'Inde est le principal marché de ces exportations (63 % du total). Les exportations vers l'UEMOA sont très réduites (environ 5 %), malgré une position géographique favorable. La nourriture et les produits pétroliers occupent une place prépondérante dans les importations (52 % des importations de biens entre 2015 et 2019). Outre la très forte spécialisation de l'économie, une faible complémentarité avec les partenaires régionaux et des infrastructures insuffisantes constituent d'importantes entraves à la croissance économique du pays.

Du fait de l'ancrage de sa monnaie à l'euro, la Guinée-Bissau a peu d'inflation, à l'instar des autres pays de l'UEMOA. Entre 2018 et 2020 la progression des prix à la consommation s'est élevée à 0,7 % en moyenne annuelle, soit un niveau proche du seuil communautaire de 2 %.

La Guinée-Bissau faisant partie des pays les moins avancés ², la hausse du potentiel de croissance apparaît nécessaire, dans un contexte de forte croissance démographique (+ 2,5 % par an). La formation brute de capital fixe (limitée à 14 % du PIB en moyenne entre 2017 et 2020) est toutefois insuffisante pour atteindre cet objectif : l'investissement privé, comme public, fluctue beaucoup en fonction de la volatilité des prix des matières premières et des incertitudes politiques.

La croissance du secteur financier est insuffisante pour répondre aux besoins du pays. L'accès au crédit est limité, surtout pour les PME. En effet, la part des crédits à l'économie s'est limitée à 14,7 % du PIB en 2020,

Principales productions et prix d'achat aux producteurs de la Guinée-Bissau

(productions en milliers de tonnes, prix d'achat en francs CFA (XOF) par kilogramme)

	2018-2019	2019-2020	2020-2021
Riz	175,8	187,0	198,1
Coton graine	3,1	3,2	3,2
Anacarde	213,5	222,3	221,4
Arachides	118,0	125,8	134,0

Sources : BCEAO et administrations nationales.

contre 24,7 % en moyenne en UEMOA et 37,9 % en Afrique subsaharienne ³.

Selon l'indice synthétique d'inclusion financière de la BCEAO, la Guinée-Bissau arrive en dernière position de l'UEMOA. Le pays ne dispose, en effet, que de trois points de services financiers pour 10 000 adultes en 2020 (contre 111 en moyenne en UEMOA). Par ailleurs, son taux de bancarisation élargi n'atteint que 18,7 % (39,8 % en UEMOA). La mise en place d'un service de transfert rapide d'argent en octobre 2020 (partenariat conclu entre Orange Bissau et Baco Da Uñiao devrait toutefois favoriser le recours aux services de banque mobile et l'inclusion financière.

CONJONCTURE ET PRÉVISIONS

L'activité économique a reculé de 1,4 % en 2020 (après une croissance de 4,5 % en 2019), sous l'effet de la crise de la Covid-19. Affecté par les mesures de distanciation sociales, le secteur tertiaire a contribué négativement à la croissance de -2,6 points de PIB, tandis que la contribution du secteur secondaire a été très faible (+ 0,1 point). Grâce à de bonnes récoltes liées à une pluviométrie favorable, le secteur agricole a néanmoins continué de soutenir l'activité économique. Ainsi, la variation du PIB réel s'accroît de 1,1 point de pourcentage (+1,8 points en moyenne de 2015 à 2019). La mise en place d'un plan de relance d'un montant évalué à 5,2 % du PIB ⁴ a permis de limiter la baisse de l'activité économique. La crise a entraîné une hausse des prix, s'accroissant de 1,5 % en moyenne annuelle en 2020 pour les biens à la consommation, contre seulement 0,2 % en 2019.

² Voir la classification des pays les moins avancés de la Conférence des Nations unies sur le Commerce et le Développement – CNUCED.

³ Cf. Banque mondiale, 2020 : « [Crédit intérieur fourni au secteur privé \(% du PIB\)](#) ».

⁴ Ce plan avait pour objectif de renforcer les capacités de résilience du secteur de la santé mais aussi de fournir de l'aide alimentaire et de soutenir le secteur de l'anacarde (cf. FMI, février 2021, [Request for disbursement under the rapid credit facility, p.10](#)).

L'activité économique a été soutenue essentiellement par la consommation publique et les investissements.

Alors que la consommation privée et les échanges extérieurs ont pesé sur le PIB réel à hauteur de, respectivement, -1,8 et -1,1 point de PIB, la consommation des administrations publiques et les investissements ont contribué positivement à la croissance du PIB réel, à hauteur de, respectivement, + 1,0 et 0,5 point de PIB.

L'activité économique devrait rebondir en 2021. La progression du PIB réel devrait atteindre 3,3 % selon la BCEAO. Cette accélération proviendrait d'une amélioration des perspectives mondiales, de la suppression graduelle des mesures de confinement, d'une hausse de la production de noix de cajou, et d'une stabilisation, encore fragile, des conditions de sécurité.

Le solde de la balance des transactions courantes, qui se dégrade depuis 2018, s'est creusé en 2020, avec un déficit s'établissant à 75 milliards, soit 8,7 % du PIB, contre 71 milliards en 2019 (8,2 % du PIB). Les exportations de biens se sont fortement contractées (- 21,7 %), reflétant pour l'essentiel la baisse des prix de l'anacarde. Cette chute a été toutefois compensée par le recul des importations, de 16,4 % en un an, lié à la forte baisse des importations de biens d'équipement (- 42,5 %) et de produits pétroliers (- 15,7 %). S'agissant des revenus secondaires, les transferts des migrants ont presque triplé en réaction à la crise pour atteindre plus de 65 milliards en 2020.

Après une légère amélioration en 2019, l'exécution budgétaire s'est dégradée significativement en 2020, dans un contexte de forte instabilité politique. Le déficit budgétaire global (base engagements, dons compris) s'est ainsi creusé à 9,1 % du PIB, contre 3,6 % en 2019. Dans le contexte de la Covid-19, la forte hausse des dépenses courantes (+ 19,5 %), surtout les dépenses salariales, tandis que les dépenses en capital croissaient fort (+ 72,9 %). Les recettes fiscales se sont pour leur part effritées de plus de 5 %, à l'exception des recettes non fiscales (+ 20,8 %). Le déficit reviendrait donc à 5,4 % en 2021 selon le Fonds monétaire international (FMI). Les autorités se sont fixé pour objectif de ramener le déficit budgétaire au-dessous du seuil communautaire de 3 % d'ici à 2024.

La progression tendancielle de la dette publique enregistrée en 2018 et 2019 (+ 13,4 points de PIB en deux ans) s'est encore accélérée en 2020 (+ 8 points).

Activité économique et inflation en Guinée-Bissau

(en %)

	2018	2019	2020	2021
Variation annuelle du PIB	3,4	4,5	-1,4	3,3
Inflation (en moyenne annuelle)	0,4	0,2	1,5	1,4

Note : Prévisions pour 2021.

Source : BCEAO.

À fin 2020, la dette publique a atteint près de 81,8 % du PIB, un niveau très supérieur à la moyenne de l'UEMOA (44,3 % du PIB) et dépassant le plafond communautaire de 70 %. La dette interne représente environ deux tiers du total de la dette (dettes auprès de la Banque ouest-africaine de développement – BOAD, dettes auprès du système bancaire national...). Les principaux créanciers multilatéraux constituent les principaux bailleurs du pays. Le poids total du service de la dette s'établissait à 9,3 % du PIB en 2020 (source : FMI, février 2022). Selon l'analyse de viabilité de la dette du FMI (janvier 2021), la dette publique présente un risque élevé de surendettement demandant donc une vigilance renforcée. Le poids de la dette serait stable en 2021 d'après le FMI. L'objectif affiché est de ramener le ratio de dette sur PIB au-dessous du seuil communautaire de 70 % d'ici à 2025.

Le pays a bénéficié d'importants soutiens financiers d'urgence, qui ont permis de desserrer les contraintes de liquidité engendrées par la crise. Ceux-ci ont pris la forme d'une réduction du service de la dette par l'intermédiaire de l'initiative de suspension du service de la dette et du Fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (2,5 millions de droits de tirage spéciaux – DTS). Le FMI a aussi accordé une Facilité de crédit rapide de 14,2 millions de DTS (50 % du quota) en janvier 2021. Afin de faciliter la sortie de crise et la mise en place de réformes structurelles, le FMI a aussi mis en place un programme sans financement (*staff-monitored program* – SMP) de juillet 2021 à avril 2022. Celui-ci pourrait être suivi, en fonction de son bilan, par une facilité du FMI de plus long terme (facilité élargie de crédit). Le pays a enfin bénéficié d'allocations de DTS à hauteur de 27,2 millions, utilisés d'une part pour un remboursement anticipé de dettes contractées auprès de la BOAD, et d'autre part pour des dépenses d'urgence liées à la pandémie, telles qu'une campagne de vaccination.

La situation du secteur bancaire a continué de s'améliorer en 2020, mais elle est fragile. Le total du bilan du

système bancaire a progressé de 11,9 % en 2020 (après 17,0 % en 2019) pour représenter près de 38 % du PIB (contre 47 % pour l'UEMOA). Le produit net bancaire s'est accru de 7,3 %, porté surtout par la hausse des produits sur opérations de change (+ 59,8 %). Le résultat net agrégé du système bancaire, très élevé en 2019, s'est limité à 2,8 milliards en 2020, ce qui s'est traduit par une forte dégradation des indicateurs de rentabilité. Le taux de marge nette s'est ainsi détérioré, passant de 60,5 % en 2019 à 12,4 % en 2020, tout comme le coefficient de rentabilité est passé de 47,4 % à 9,7 %.

La qualité des portefeuilles des établissements bancaires est faible. Le ratio de créances en souffrance brutes sur le total des créances brutes a enregistré une légère baisse pour s'établir à 20,8 % en 2020, contre 21,0 % en 2019, mais reste à un niveau très supérieur à la moyenne de l'UEMOA (11,5 %). Le taux de provisionnement s'est accru de 2,0 points pour atteindre 72,4 % en 2020. Négatif depuis 2018, le ratio de couverture des risques, principal ratio de solvabilité, est passé de - 6,4 % à - 3,6 % en 2020 (+ 2,8 points de pourcentage). Le recul de l'activité économique en 2020 pourrait se traduire à terme, pour les banques, par une détérioration de la qualité de leurs portefeuilles de crédit aux entreprises. En effet, ces dernières ont vu leur activité paralysée en 2020 et durant plusieurs mois en 2021.

ENJEUX ET DÉFIS

En 2020 et 2021, le principal défi auquel le pays est confronté porte sur les conséquences de la crise de la Covid-19 et la sortie de crise liée à la Covid-19. Malgré un nombre de personnes infectées par la Covid relativement faible⁵, la pandémie a fort sollicité le système de santé et a nécessité la mise en place d'un plan sanitaire et de relance. Les perspectives économiques à moyen terme demeurent incertaines compte tenu des tensions géopolitiques internationales et des progrès insuffisants de la campagne de vaccination. Seule 17 % de la population était vaccinée à fin octobre 2021.

La crise exacerbe les vulnérabilités du pays. Elle s'est traduite par une remise en cause des progrès observés au cours des dernières années dans la lutte contre la pauvreté. Le PIB par tête a diminué de 3,0 % en 2020,

et 72 % de la population est exposée à un manque de nourriture selon le FMI et la Banque mondiale. L'espérance de vie ne dépasse pas 58 ans, 67,3 % de la population vit en situation de pauvreté et 19,2 % y est vulnérable (PNUD, 2014). L'IDH paraît faible (175^e rang mondial en 2020). Les confinements ont compliqué l'accès à l'éducation dans un pays où la population est peu alphabétisée (45,6 % des adultes sont alphabétisés, contre près de 60 % en Afrique subsaharienne) et dont la durée de scolarisation moyenne s'établit à un peu plus de 3 ans. Enfin, le pays apparaît très vulnérable au changement climatique, qui se traduit par une plus longue durée des saisons sèches et une baisse de la pluviométrie (Banque mondiale), concomitantes avec de fortes inondations, comme en 2020. L'amélioration de la résilience implique d'importants efforts d'adaptation pour assurer la transition climatique.

L'instabilité politique persistante a nui à la mise en place d'institutions robustes et aux investissements, seuls à même de promouvoir une croissance élevée et soutenue. Si les troubles observés fin 2019-début 2020 ont pu freiner l'engagement des institutions financières internationales et des investisseurs, la continuité du gouvernement observée depuis 2020 a permis d'amorcer le retour des institutions financières africaines et mondiales. Les soldats de la mission sécuritaire de la CEDEAO, mise en place en 2012, ont parallèlement commencé à quitter le pays en septembre 2020 le Bureau intégré des Nations Unies, qui assurait une mission de médiation, d'assistance technique et de consolidation de la paix, a été fermé en décembre 2020. La tentative avortée de coup d'État du 1^{er} février 2022 souligne toutefois une fragilité institutionnelle persistante.

Parmi les réformes structurelles essentielles pour appuyer le soutien des institutions financières internationales, l'amélioration de la gouvernance constitue selon le FMI un objectif prioritaire. Celle-ci repose tout d'abord sur une amélioration de la gestion des finances publiques, avec entre autres une plus grande transparence des opérations budgétaires et des investissements de l'État (transparence et audit des dépenses de lutte contre la pandémie, arrêt des embauches publiques hors contrat, mise en œuvre d'un compte unique du Trésor, et réforme du code des marchés publics). Les autorités se sont aussi engagées à procéder

⁵ 6119 cas positifs et 141 décès au 12 octobre 2021, source : Organisation Mondiale de la Santé (OMS)

à une réforme du cadre légal de lutte contre la corruption (déclaration patrimoniales, amélioration de la lutte contre le blanchiment, etc.) ainsi qu'à des mesures visant à assurer la stabilité du système financier (via entre autres d'un audit des créances douteuses des établissements bancaires).

corruption) et d'autres organisations étrangères, **une amélioration du climat des affaires apparaît essentielle. L'objectif est d'accroître l'entrée de fonds nationaux et étrangers**, à-même de faciliter la sortie de crise mais aussi, à moyen et long terme, d'engendrer une croissance durable et inclusive.

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

Les projets annoncés en 2020 et 2021 ont donné la priorité à un renforcement du capital humain du pays.

Dans le contexte de crise de la Covid-19, les nouveaux projets financés par la Banque Mondiale ont porté, en 2020 et 2021, sur la lutte contre l'insécurité alimentaire (15 millions de dollars), l'accès à la vaccination et le renforcement des services de santé (5 millions) et l'accès à l'éducation primaire (15 millions). Les autres projets en cours portent sur la qualité de l'éducation, la couverture des services de soins de maternité, et la protection sociale. Fin 2021, la Banque Mondiale finance un total de sept projets nationaux (pour un montant de 133,11 millions de dollars) et quatre projets régionaux (pour un montant de 194 millions de dollars), représentant un total de 327,1 millions de dollars. De plus, le dernier « diagnostic pays systématique » a mis en évidence plusieurs problèmes à résoudre pour réduire la pauvreté, incluant la faible productivité rurale, la croissance économique faible et instable, et la fragilité de la gouvernance.

Les projets en cours visent aussi à accroître le potentiel de croissance, tant par un renforcement des capacités productives que par la construction d'infrastructures. Fortement réduit en 2020, le soutien des banques de développement a repris en 2021 en faveur de la stabilisation institutionnelle. Annoncés en février 2021, les projets financés fin 2021 par la Banque africaine de développement (BAfD) et la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) se sont concentrés sur les transports (aménagement et bitumage de la route Buba-Catiò, afin de désenclaver le sud du pays) pour 5 milliards de francs CFA, et l'agriculture (exploitation de cultures stratégiques, comme le riz, sur des terres arables non exploitées) pour 5 milliards. La BAfD a aussi approuvé, en janvier 2022, une enveloppe globale de 17,7 milliards de francs CFA, centrée tant sur la croissance du secteur routier que sur le renforcement des capacités institutionnelles.

Outre les projets d'appui technique existants avec le FMI (statistiques, gouvernance et lutte anti-

TABLEAUX

Guinée-Bissau– Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA (XOF) ; taux et variations en %)

	2017	2018	2019	2020
Ressources	1 112,9	1 104,5	1 179,3	1 144,5
PIB nominal	853,6	854,5	885,1	894,5
Importations de biens et services	259,3	250,0	294,2	250,0
Emplois	1 112,9	1 104,5	1 179,3	1 144,5
Consommation finale	745,7	797,7	879,5	890,8
Publique	125,9	125,3	131,5	143,1
Privée	619,8	672,4	748,0	747,7
Formation brute de capital fixe ^{a)}	149,4	95,5	128,9	123,6
Exportations de biens et services	217,8	211,3	170,9	130,1
Épargne intérieure brute	107,8	56,8	5,6	3,7
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	- 41,5	- 38,7	- 123,3	- 119,9
Taux d'investissement (en % du PIB)	17,5	11,2	14,6	13,8
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	4,7	3,4	4,5	- 1,4
Déflateur du PIB	10,5	- 3,1	- 0,9	2,5
Prix à la consommation, en moyenne	1,0	0,4	0,2	1,5

a) Y compris variations de stocks.

Sources : BCEAO et services statistiques nationaux.

Guinée-Bissau– Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2017	2018	2019	2020
Recettes et dons	143,7	128,6	130,1	132,8
Recettes budgétaires	100,8	98,3	105,6	99,8
Recettes fiscales	81,3	77,6	79,1	67,8
Recettes non fiscales	19,5	20,7	26,5	32,0
Dons	42,8	30,3	24,5	33,0
Dépenses et prêts nets	155,4	166,2	161,8	213,8
Dépenses totales	155,4	166,2	161,8	213,8
Dépenses courantes	100,4	105,5	123,6	147,8
Traitements et salaires	33,8	37,0	45,5	52,9
Autres dépenses courantes	61,4	63,6	69,9	82,5
Intérêts	5,2	4,9	8,2	12,4
<i>Sur la dette intérieure</i>	<i>3,0</i>	<i>2,8</i>	<i>4,8</i>	<i>6,8</i>
<i>Sur la dette extérieure</i>	<i>2,2</i>	<i>2,0</i>	<i>3,5</i>	<i>5,6</i>
Dépenses en capital	55,0	60,7	38,2	66,0
<i>Sur ressources intérieures</i>	<i>2,2</i>	<i>2,1</i>	<i>1,8</i>	<i>9,9</i>
<i>Sur ressources extérieures</i>	<i>52,8</i>	<i>58,6</i>	<i>36,4</i>	<i>56,1</i>
Dépenses des fonds spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts nets	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde global base engagements (hors dons)	- 54,5	- 67,9	- 56,2	- 114,0
Solde global base engagements (dons compris) ^{a)}	- 11,7	- 37,6	- 31,7	- 81,1
Solde primaire de base ^{b)}	3,4	- 4,4	- 11,6	- 45,5
Ajustement base caisse	18,6	0,4	- 0,6	- 13,4
Variations des arriérés de paiement (le signe « - » correspond à une réduction)	18,6	0,4	- 0,6	- 8,3
Solde global base caisse (hors dons) ^{c)}	- 35,9	- 67,5	- 56,8	- 127,4
Solde global base caisse (dons compris) ^{c)}	6,9	- 37,2	- 32,3	- 94,5
Financement	- 6,9	37,2	32,3	94,5
Financement intérieur net	- 14,1	- 10,4	20,4	47,9
Bancaire	- 14,1	- 10,4	20,4	51,4
Non bancaire	0,0	0,0	0,0	- 3,4
Financement extérieur net	7,2	47,6	11,9	46,5
Ajustement statistique	0,0	0,0	0,0	0,0
Dette publique	515,7	540,3	653,3	732,0
En pourcentage du PIB				
Recettes totales (hors dons)	11,8	11,5	11,9	11,2
Dépenses courantes	11,8	12,4	14,0	16,5
Solde global base engagements (dons compris) ^{a)}	- 1,4	- 4,4	- 3,6	- 9,1
Dette publique	60,4	63,2	73,8	81,8

a) Solde global base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses et prêts nets.

b) Solde primaire = recettes budgétaires – (dépenses courantes – intérêts sur dette publique extérieure et intérieure) – (dépenses en capital sur ressources intérieures).

c) Solde base caisse = solde base engagements + ajustement base caisse.

Sources : BCEAO et services statistiques nationaux.

Guinée-Bissau– Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2017	2018	2019	2020
a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3)	2,3	- 25,0	- 74,7	- 70,5
1 - Biens et services	- 41,5	- 38,7	- 123,3	- 119,9
Balance des biens	28,3	30,7	- 50,7	- 50,2
Exportations de biens FOB	197,5	188,6	145,7	114,1
<i>dont : anacarde</i>	<i>196,1</i>	<i>140,2</i>	<i>130,7</i>	<i>102,0</i>
<i>poissons et crevettes</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,7</i>	<i>0,6</i>
<i>bois</i>	<i>0,0</i>	<i>44,9</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
Importations de biens FOB	- 169,2	- 157,9	- 196,4	- 164,3
Importations de biens CAF	- 205,4	- 191,6	- 225,8	- 193,2
<i>dont : produits alimentaires</i>	<i>- 72,8</i>	<i>- 64,3</i>	<i>- 68,7</i>	<i>- 70,3</i>
<i>biens d'équipement</i>	<i>- 29,7</i>	<i>- 30,7</i>	<i>- 52,9</i>	<i>- 44,6</i>
<i>produits pétroliers</i>	<i>- 35,4</i>	<i>- 39,4</i>	<i>- 38,1</i>	<i>- 21,9</i>
Balance des services	- 69,8	- 69,4	- 72,6	- 69,7
<i>dont fret et assurances</i>	<i>- 36,1</i>	<i>- 33,7</i>	<i>- 29,4</i>	<i>- 28,9</i>
2 - Revenus primaires	8,4	- 28,4	15,5	13,3
<i>dont intérêts sur la dette</i>	<i>- 2,2</i>	<i>- 2,7</i>	<i>- 1,8</i>	<i>- 5,5</i>
3 - Revenus secondaires	35,4	42,1	33,1	36,1
Administrations publiques	9,6	10,2	10,0	12,0
<i>dont aides budgétaires</i>	<i>2,7</i>	<i>0,0</i>	<i>1,9</i>	<i>3,7</i>
Autres secteurs	25,8	31,9	23,1	24,1
<i>dont transferts de fonds des migrants</i>	<i>43,4</i>	<i>52,8</i>	<i>22,4</i>	<i>65,2</i>
b - Compte de capital	60,6	23,4	16,3	27,0
c - Compte financier	42,7	- 19,6	- 46,6	- 96,2
Investissements directs	- 8,9	- 11,6	- 41,8	- 11,5
Investissements de portefeuille	- 8,5	- 18,2	- 17,6	- 38,5
Autres investissements	60,1	10,3	12,8	- 46,2
Financement exceptionnel (pour mémoire)	0,0	0,0	0,0	0,9
d - Erreurs et omissions nettes	- 8,9	- 4,0	- 3,5	0,0
e - Solde global (a + b - c + d)	11,2	13,9	- 15,3	52,7
Taux de couverture ^{a)}	84,0	84,5	58,1	52,0
Solde courant (en % du PIB)	0,3	- 3,0	- 8,7	- 8,2
Solde global (en % du PIB)	1,3	1,7	- 1,8	6,1

a) Le taux de couverture (en %) correspond au total des exportations de biens et services rapporté au total des importations de biens et services.

Note : La sous-rubrique « Transferts de fonds des migrants » retrace uniquement les flux bruts entrants des transferts de fonds des migrants, tandis que le poste « Autres secteurs » retrace le solde des transferts courants au titre des autres secteurs (ménage, ISBLM, etc.).

Source : BCEAO.

Guinée-Bissau– Crédits à l'économie ventilés selon leur maturité initiale

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2017	2018	2019	2020
Court terme	34	70	50	55
Moyen terme	40	47	68	75
Long terme	9	1	10	2
Total	83	118	128	131

Source : BCEAO.

Guinée-Bissau– Bilan simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XOF))

Actif	2018	2019	2020	Passif	2018	2019	2020
Opérations de trésorerie et interbancaires	32	46	47	Opérations de trésorerie et interbancaires	76	106	111
Opérations avec la clientèle	133	138	141	Opérations avec la clientèle	157	161	196
Opérations sur titres et diverses	88	108	137	Opérations sur titres et diverses	16	13	7
Valeurs immobilisées	9	15	17	Provisions, fonds propres et assimilés	13	26	29
Total	262	306	343	Total	262	306	343

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Guinée-Bissau– Indicateurs d'activité du système bancaire

(en %)

	2018	2019	2020
Coefficient net d'exploitation ((frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB)	78,9	84,3	79,1
Coefficient de rentabilité (résultat net / fonds propres)	18,9	47,4	9,7
Taux de marge nette (résultat net / produit net bancaire)	12,1	60,5	12,4
Taux brut de créances en souffrance (créances en souffrance brutes / total des créances brutes)	26,1	21,0	20,8
Taux net de créances en souffrance (créances en souffrance nettes / total des créances nettes)	10,8	7,3	6,7
Taux de provisionnement (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes)	65,6	70,4	72,4

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Guinée-Bissau– Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2018	2019	2020
1. Produits bancaires	25	31	37
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	0	0	0
Produits sur opérations avec la clientèle	15	18	18
Produits sur opérations sur titres et diverses	4	5	7
Produits sur opérations de change	3	6	10
Produits sur opérations hors bilan	1	1	1
Produits sur prestations de services financiers	1	1	1
Autres produits d'exploitation bancaire	0	0	1
Déduction des intérêts sur créances en souffrance	- 1	0	0
2. Charges bancaires	6	11	15
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	2	3	3
Charges sur opérations avec la clientèle	2	2	3
Charges sur opérations sur titres et diverses	0	0	0
Charges sur fonds propres et assimilés	0	0	0
Charges sur opérations de change	1	5	9
Charges sur opérations hors bilan	0	0	0
Charges sur prestations de services financiers	0	0	0
Autres charges d'exploitation bancaire	0	0	0
3. Produit net bancaire (1 - 2)	20	21	22
4. Produits accessoires nets	0	0	0
5. Produit global d'exploitation (3 + 4)	20	21	23
6. Frais généraux	14	16	16
7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations	2	2	2
8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7)	5	4	5
9. Dépréciation nette sur risques et pertes sur créances irrécouvrables	2	- 4	2
10. Réintégration des intérêts sur créances en souffrance	0	0	0
11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10)	3	8	3
12. Résultat exceptionnel net	0	5	0
13. Résultat sur exercices antérieurs	0	0	0
14. Impôt sur les bénéfices	0	1	1
15. Résultat (11 + 12 + 13 - 14)	2	13	3

Note : L'entrée en vigueur du nouveau plan comptable bancaire (PCB) a conduit à la suppression du compte « produits divers ». Le solde de ce compte a été réparti entre les comptes suivants : « produits sur opérations de change », « produits sur opérations hors bilan », « produits sur prestations de services financiers » et « autres produits d'exploitation bancaire ». Les charges bancaires ont également subi des modifications liées au nouveau PCB.

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Guinée-Bissau– Principaux indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

	2018	2019	2020
Ratio de couverture des risques (solvabilité)	- 7,3	- 6,4	- 3,6
Rapport de liquidité	83,9	87,7	95,0

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Guinée-Bissau– Banques respectant les normes prudentielles

(en % des banques déclarantes)

	2018	2019	2020
Représentation du capital minimum par les fonds propres de base <i>Tier 1</i> (FPB (T1))	67	67	33
Ratio de fonds propres (<i>Common Equity Tier 1</i>) ($\geq 5,625$ %)	67	67	67
Ratio de fonds propres de base (T1) ($\geq 6,625$ %)	67	67	67
Ratio de solvabilité global ($\geq 8,625$ %)	67	67	67
Norme de division des risques (≤ 65 %)	67	67	67
Ratio de levier (≥ 3 %)	67	67	67
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25 % du capital de l'entreprise)	100	100	67
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (≤ 15 % FPB (T1))	100	100	67
Limite globale de participations dans les entités commerciales (60 % des fonds propres effectifs (FPE))	100	100	100
Limite sur les immobilisations hors exploitation (< 15 % FPB (T1))	100	100	33
Limite sur le total des immobilisations hors exploitation et des participations (< 100 % FPB (T1))	100	100	67
Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel (< 20 % FPE)	100	100	67
Coefficient de couverture des emplois à moyen et long terme par les ressources stables (≥ 50 %)	33	67	67
Coefficient de liquidité (≥ 50 %)	100	100	100

Source : Commission bancaire de l'UMOA.